

ACTU DÉFENSE

Synthèse de l'actualité hebdomadaire du ministère des Armées

24 septembre 2020

Point d'étape sur la politique environnementale du ministère des Armées

Ce jeudi 24 septembre, à l'occasion du point presse, le Contrôleur général des armées (CGA) Sylvain Mattiucci, Directeur des patrimoines, de la mémoire et des archives (DPMA) et Haut fonctionnaire du développement durable (HFDD) du ministère des Armées, est venu faire un point sur la politique environnementale du ministère. Le lieutenant de vaisseau Gaëlle, officier opérations du Centre d'expertises pratiques de lutte anti pollution (CEPPOL), a ensuite présenté les moyens mis à contribution pour la lutte contre les pollutions en mer.

Le contrôleur général a ouvert son propos en expliquant que le ministère des Armées a une responsabilité particulière en matière de protection de l'environnement. Pour illustrer ce point, il a rappelé les propos qu'avait tenu la ministre des Armées en septembre 2019 : *« rien n'empêche les armées de se saisir du sujet qui compte aujourd'hui le plus [...] au contraire, tout nous oblige. C'est parce que nous avons l'empreinte environnementale la plus importante de l'Etat que nous avons l'impérieux devoir d'être un acteur volontaire et engagé de la transition énergétique. »*

Il a indiqué que cette responsabilité particulière est liée au fait que le ministère :

- est le 1^{er} occupant du domaine foncier de l'État, avec 275 000 hectares (ha) ;
- est le 1^{er} consommateur d'énergie de l'État, avec une consommation annuelle d'environ 10 térawatt heure (TWh) par an, essentiellement consacrée à l'énergie opérationnelle ;
- a des activités qui peuvent avoir une incidence sur l'environnement, comme par exemple la présence d'installations (dépôts d'essence, de munitions, etc.) liés à préparation et la conduite opérationnelle des forces armées.

Le CGA Mattiucci a poursuivi en précisant qu'une politique volontariste est conduite au sein du ministère, conformément au souhait de la ministre. Si dès 2007, plusieurs actions ont été mises en œuvre, l'année 2019-2020 a été marquée par une forte accélération avec notamment la signature en 2019 du Chantier de modernisation ministériel n°16 « Environnement – Développement durable » et en 2020 de la Stratégie ministérielle de performance énergétique (SMPE) 2020-2023.



Conformément au Chantier ministériel n°16, la politique environnementale du ministère s'articule autour de trois axes principaux :

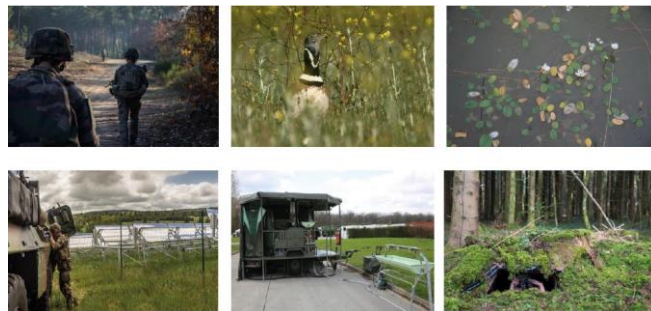
- **maîtriser les risques** : le ministère des Armées a la responsabilité de 3 614 Installations classées (IC). Dans ce domaine, l'objectif est de mettre aux normes les IC. Pour y parvenir, un recensement et un état des lieux

technique des installations sont menés. La programmation des travaux est faite en conséquence, de l'ordre de 10 à 15 M€ par an pour accompagner les mises aux normes administratives et techniques des IC. Le CGA Mattiucci : « il faut savoir que le ministère des Armées est autosuffisant pour la moitié de sa consommation d'eau » (captage, forage, réseau, etc.) ;

- **protéger la biodiversité** : sur les terrains militaires, 200 000 ha bénéficient déjà d'une protection, comme par exemple Natura 2000. Depuis 2019, la DPMA travaille également à établir une première politique générale de biodiversité pour l'ensemble des emprises du ministère grâce notamment au partenariat avec le Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN) ou soutien du programme de financement européen LIFE. Le ministère est partenaire d'acteurs importants de la protection de l'environnement tels que l'Office national des forêts (ONF) ou l'Union nationale de l'apiculture française (UNAF) ;
- **maîtriser l'empreinte environnementale** : le ministère des Armées prévoit de participer à la mobilité durable, avec d'ici 2030, 50 % de véhicules propres pour la flotte non opérationnelle, réhabiliter 80 % du parc de logement sur le plan énergétique, suivre le traitement des déchets et réduire la consommation d'énergie. Pour ce dernier point, depuis 2012, le ministère a développé une Stratégie ministérielle pour la performance énergétique (SMPE), qui s'est traduite par une réduction de la consommation d'énergie notable et une augmentation des énergies faiblement carbonées (biomasse-bois). Le contrôleur général indique qu'« aujourd'hui, essentiellement 47 % de l'énergie d'infrastructure consommée au ministère est une énergie électrique. »

Enfin, il a indiqué que le ministère se dotait des moyens lui permettant de mettre en œuvre cette politique environnementale, précisant qu'en 2020, 60 M€ ont été consacrés aux investissements en faveur de la transition écologique et que 65 M€ supplémentaires sont prévus pour 2021. De plus, des dossiers de projets sont constitués dans le cadre du plan de relance de l'économie (120 projets pour 700 millions d'euros d'investissement). Il a également évoqué la professionnalisation de la filière environnement, avec l'accroissement des effectifs, la constitution d'une offre de formation, l'animation du réseau ministériel et la mise à disposition d'outils informatiques performants.

Le contrôleur général a conclu en indiquant qu'à travers ces différents plans d'actions, le ministère participe pleinement à l'action de l'État pour répondre aux objectifs de transition écologique à l'horizon 2030, notamment formalisés dans la loi de Transition énergétique pour la croissance verte (TECV) et dans la loi Énergie-Climat.



La lieutenant de vaisseau Gaëlle, officier opérations du CEPPOL a présenté les moyens mis à contribution pour la lutte contre les pollutions en mer.

Rappelant que cette mission avait été confiée au ministère des Armées en 1972 par le Premier ministre et dévolue à la Marine nationale au regard de ses moyens et compétences, elle a expliqué les différents moyens mis en œuvre par le CEPPOL pour lutter contre les pollutions en mer.

Elle a ensuite évoqué l'intervention de la Marine lors du naufrage du MV *Wakashio*, dans les eaux territoriales mauriciennes en juillet dernier.

[En savoir plus](#)

AGENDAS MINISTÉRIELS

Déplacement de la ministre des Armées en Espagne

Jeudi 24 septembre, la ministre s'est rendue à Madrid, où elle s'est entretenue avec son homologue, Margarita Robles, après avoir visité la base de l'*Unidad Militar de Emergencia* à Torrejón et le centre satellitaire de l'Union européenne (UE).

Cette rencontre a été l'occasion de faire le point sur une coopération capacitaire très riche, dans le domaine aéronautique en particulier, avec le programme du Système de combat aérien du futur (SCAF). Elle a permis également aux deux

ministres de préparer la réunion ministérielle de l'Initiative européenne d'intervention (IEI), qui se tiendra demain vendredi 25 septembre sous présidence portugaise.

La base de l'*Unidad Militar de Emergencia* appuie les autorités civiles dans la gestion de l'épidémie de Covid-19. Florence Parly et Margarita Robles ont pu aborder les bonnes pratiques et retours d'expérience sur le rôle des forces armées dans la gestion de la Covid-19, ainsi que sur les moyens d'assurer une coordination européenne efficace et opérationnelle.

La visite du Centre satellitaire de l'UE (SATCEN) a été l'occasion pour la ministre des Armées de souligner l'importance d'une autonomie stratégique européenne, que cet outil vient renforcer.

Sur le plan capacitaire, les deux ministres ont pu évoquer l'excellent niveau de coopération qu'entretiennent la France et l'Espagne, et ses perspectives prometteuses. À la faveur du dynamisme de l'industrie aérospatiale espagnole, l'intégration de l'Espagne au sein du projet SCAF se poursuit, en étroite coopération avec l'Allemagne et la France.

Florence Parly et Margarita Robles ont également rappelé l'engagement commun de la France et de l'Espagne au Sahel en faveur de la stabilisation de la région.



[Le communiqué de presse](#)

Florence Parly reçoit les premiers travaux du Comité d'éthique de la défense

Vendredi 18 septembre, le Comité d'éthique de la défense a remis ses premiers travaux à la ministre des Armées à l'Hôtel de Brienne. Les membres du comité, 18 personnalités civiles et militaires, ont fourni une réflexion nourrie sur les enjeux éthiques du soldat augmenté ainsi qu'un rapport d'étape sur l'autonomie dans les systèmes d'armes létaux.

Le comité d'éthique a été créé par la ministre des Armées à la fin de l'année 2019. Lors de son installation le 10 janvier 2020, Florence Parly lui avait confié deux mandats : le premier portant sur le « soldat augmenté », le second sur le développement des systèmes d'armes autonomes.

L'avis du comité sur le soldat augmenté remis vendredi porte sur les questions éthiques soulevées par les techniques ou pratiques, médicales ou non, conduisant à franchir la barrière corporelle afin d'accroître les capacités physiques, cognitives, perceptives ou psychologiques des militaires. L'avis définitif sur les systèmes d'armes autonomes sera remis à la ministre d'ici la fin décembre.

La ministre a indiqué que *la France est la première nation et à ce jour la seule, à disposer d'une structure permanente de réflexion sur les enjeux éthiques des nouvelles technologies dans le domaine de la défense* et a souligné que *c'est une fierté*. (Florence Parly sur Twitter le 21 septembre).



Le comité a pour mission de contribuer à la réflexion sur les sujets éthiques liés à la défense, que ceux-ci concernent les enjeux liés à l'évolution du métier de militaire ou l'émergence de nouvelles technologies dans le domaine de la défense, comme par exemple le recours à l'Intelligence artificielle. Il est habilité à faire toutes propositions ou recommandations sur ces questions, à l'exclusion de celles directement liées à la conduite des engagements opérationnels et au traitement des affaires contentieuses.

Il est placé sous la présidence de Bernard Pêcheur, président de section honoraire au Conseil d'État, et sous la vice-présidence du général Henri Bentégeat, ancien chef d'état-major des armées.

[Le communiqué de presse](#)

Déplacement de la ministre déléguée à l'École des pupilles de l'air à Montbonnot

Mercredi 23 septembre, Geneviève Darrieussecq s'est rendue à l'École des pupilles de l'air (EPA) à Montbonnot (Isère). Initialement créé en 1941 pour soutenir les familles de l'aéronautique militaire et civile, l'établissement accueille aujourd'hui des élèves de la 6^e aux classes préparatoires.

Au lendemain de l'accident qui a coûté la vie à deux élèves de l'établissement, la ministre déléguée s'est rendue sur place pour renouveler son soutien aux élèves ainsi qu'à la communauté éducative et de défense. Elle s'est entretenue avec l'échelon médico-psychologique mis en place suite à cet accident.

La ministre déléguée a également visité le site du stade d'honneur, actuellement en pleine rénovation. Financée par le ministère des Armées à hauteur de 1,3 M€, cette rénovation s'intègre au plan « Lycées de la Défense ». Les travaux ont débuté en juin 2020 et doivent se terminer en novembre de cette année.

Enfin, Geneviève Darrieussecq a remis l'insigne de l'école aux élèves de 6^e lors d'une cérémonie.



[La note aux rédactions](#)

Déplacement de Geneviève Darrieussecq en République centrafricaine

Vendredi 18 septembre, la ministre déléguée s'est rendue en République centrafricaine (RCA) à l'occasion du transfert d'autorité entre le général français Éric Peltier et le général portugais Paulo Neves de Abreu à la tête de la mission *European Union Training Mission* (EUTM-RCA).

Le général Éric Peltier avait pris la tête de la mission en juillet 2019 en présence de la ministre des Armées Florence Parly. La ministre déléguée a salué l'engagement du Portugal aux côtés de la France, alors que l'UE joue un rôle majeur dans le processus de stabilisation et de reconstruction de la RCA.

Geneviève Darrieussecq a également rencontré les militaires français du Détachement d'appui opérationnel (DETAO) déployé sur l'aéroport de Bangui.



Au cours de cette visite, elle s'est entretenue avec le Président de la République centrafricaine, Faustin-Archange Touadéra. Alors que le premier tour des élections présidentielles doit se tenir en décembre 2020, elle a rappelé l'attachement de la France au bon déroulement du processus électoral, soutenu par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies (MINUSCA) et l'UE. Les échanges ont également porté sur la mise en œuvre de l'Accord de Paix de 2019 et sur la coopération militaire bilatérale avec la France.

Enfin, elle s'est entretenue avec Marie-Noëlle Koyara, ministre de la Défense et de la reconstruction de l'armée, sur la situation sécuritaire et la reconstruction des forces armées centrafricaines, qui sont essentielles pour assurer la restauration durable de l'autorité de l'État centrafricain.



[Le communiqué de presse](#)

ÉVÈNEMENTS À VENIR

- **Jusqu'à l'été 2021** : exposition [« Espions »](#) à la cité des Sciences et de l'industrie à Paris.
- **Du 4 au 15 octobre 2020** : exercice *Joint Warrior 20.2*.
- **Du 29 septembre au 4 octobre 2020** : festival [« War on screen »](#) à Chalons en Champagne.
- **Du 25 septembre au 9 octobre 2020** : entraînement *Dynamic Mariner 20*.
- **Du 21 septembre au 9 octobre 2020** : exercice *VOLFA*.
- **Du 19 septembre 2020 au 3 janvier 2021** : exposition [« Invalides : mémoires de guerre »](#), au musée de l'Armée à Paris.
- **Du 17 septembre 2020 au 10 janvier 2021** : exposition [« Comme en 40... »](#), au musée de l'Armée à Paris.
- **Du 7 septembre au 23 décembre 2020** : exposition [« Obéir, désobéir, commander : De Gaulle, une carrière militaire \(1910-1952\) »](#), au Service historique de la défense (SHD) au Château de Vincennes.

ACTUALITÉS DE LA DÉFENSE

MINISTÈRE

Le ministère présente le bilan de l'opération Amitié

Mardi 22 septembre, l'état-major des armées a présenté un bilan de l'opération Amitié. Le colonel Barbry, porte-parole de l'état-major des armées est revenu sur le contexte ayant mené au déclenchement de l'opération. Puis

les trois armées et le Service du commissariat des armées (SCA) ont, tour à tour, présenté leur Retour d'expérience (RETEX).

Comme l'a rappelé le colonel Barbry, le 4 août, une double déflagration a eu lieu dans le port de Beyrouth (Liban), provoquant la mort de 19 personnes, blessant plus de 6 500 autres et causant d'importants dégâts. Dès le 5 août, des aéronefs militaires ont permis d'acheminer sur place des produits de première nécessité et de déployer des sapeurs, sauveteurs et marins-pompiers. Le 6 août, le Président de la République, en déplacement sur les lieux, a annoncé officiellement l'aide de la France.

Les forces françaises ont été engagées dans des délais très courts. Outre les premiers acheminements aériens conduits par l'armée de l'Air et de l'Espace (AAE), un pont maritime a été mis en place et le Porte-hélicoptères amphibie (PHA) *Tonnerre* a appareillé le 9 août avec à son bord : le Groupement terre (GT) « Ventoux », 90 soldats de différentes formations de l'armée de Terre, des modules de régiment du train, et la Marine nationale, avec différents équipements.

Enfin, le colonel Barbry a souligné le rôle des services de soutien tels que le Service de santé des armées (SSA) et le SCA qui ont permis ce déploiement.



Le lieutenant-colonel Paul, chef des opérations du GT Ventoux, composante terrestre de l'opération Amitié, a ensuite présenté le RETEX de l'armée de Terre. Il a abordé différents points marquants.

Il a rappelé la culture de l'alerte des forces armées et indiqué que le GT Ventoux a intégré 400 personnes et 160 véhicules, issus de dix entités différentes, en moins de 72h.

Sur place, les moyens français ont rapidement été autonomes, en 36h, sur le plan sanitaire, en énergie, en eau et en moyens de transmission. Le chantier majeur s'est concentré sur la zone portuaire : 25 hectares de surface dégagée, 17 000 tonnes de gravats, 1 200 tonnes de fret humanitaire déchargées et convoyées, 3,5 km d'axes dégagés, etc.

L'objectif était également d'apporter aide et savoir-faire à la population libanaise, de prendre le relais des volontaires et de sécuriser des ouvrages qui pouvaient être dangereux (retrait d'un plafond dans une école). En tout, 11 chantiers ont été conduits en ville, ainsi que 37 missions d'expertise en infrastructure (experts du SID), au service de la municipalité de Beyrouth.

Toutes les missions ont été réalisées avec les Forces armées libanaises (FAL). Le lieutenant-colonel Paul a insisté sur la complémentarité des moyens qui a permis une planification conjointe. Cette coordination s'est manifestée à tous les niveaux.

Dans un troisième temps, le capitaine de corvette Aymeric, commandant le Groupe de plongeurs démineurs (GPD) de la Méditerranée et chef du détachement plongeur démineur sur le PHA pendant l'opération Amitié, a présenté le RETEX de la Marine nationale.

Il a rappelé que 72h avant le départ du PHA, le GPD a été mis en alerte alors qu'il était engagé dans une opération d'action de l'État en mer à Valras (Hérault). Il a donc fallu se réarticuler dans un temps très contraint, reconfigurer le matériel et anticiper la mission.

Le groupement est parti le 9 août à bord du PHA avec un détachement de 15 personnes : 13 plongeurs démineurs, un détecteur anti-sous-marins spécialisé dans le traitement et l'analyse des sonars et un infirmier hyperbariste.

Dès l'accostage, ils ont été engagés au profit des FAL pour identifier des objets détectés, réaliser une cartographie complète du fond et réaliser une expertise de tous les navires endommagés sur le fond. 80 plongées d'identification ont permis de découvrir trois camions, un véhicule, une épave et beaucoup d'obstructions liées à des projections de structures métalliques ou en béton.



À son tour, le lieutenant-colonel François, ancien commandant de l'Escadron de ravitaillement en vol et de transport stratégique (ERVTS) 1/31 « Bretagne », et commandant de bord de l'A330 Phénix qui s'est posé à Beyrouth, a présenté le RETEX de l'armée de l'Air et de l'Espace (AAE).

Du point de vue de l'AAE, l'opération Amitié est un vrai succès. Elle a mis en exergue la pertinence des choix de modernisation des moyens de transports ainsi que la réactivité et l'expertise de l'AAE.

En tout, l'ERVTS « Bretagne » a opéré une rotation et l'A400M quatre entre la France et le Liban. À titre de comparaison avec les avions d'anciennes générations, cela aurait nécessité deux C135 et environ 25 rotations de Transall.

Le Phénix a été le premier avion à se poser à Beyrouth, environ 24h après l'explosion, avec à son bord : 74 marins-pompier et personnes de la sécurité civile, six tonnes de matériel et trois chiens de recherche.

Le lieutenant-colonel François a mis en avant les capacités de l'A330 en rappelant que l'allonge du Phénix a permis de parcourir les 4 000 km et quatre heures de vol avec le plein complet depuis Istres (Istres, aéroport CDG pour charger le matériel, Beyrouth, Istres sans faire le plein) et de rester moins de deux heures sur place. Cela a notamment eu pour conséquence de minimiser l'empreinte au sol, sur l'aéroport de Beyrouth qui attendait d'autres vols.

Enfin, le commissaire principal David, en poste à l'état-major opérationnel du SCA en tant qu'adjoint au chef de bureau planification a présenté le RETEX du SCA.

S'agissant de l'opération Amitié, en sept jours (entre le 5 août et le départ du navire *Calao* le 12 août) : 550 tonnes de ressources du commissariat ont été mises à disposition de la force projetée, soit 65 conteneurs maritimes. Comme l'a rappelé le commissaire, une telle manœuvre a été rendue possible grâce à des procédures éprouvées.

L'état-major opérationnel, véritable tour de contrôle, a mis en alerte dès le 4 août les groupements de soutien, les établissements logistiques et les centres interarmées du soutien, afin d'évaluer au plus tôt le soutien à apporter à la force projetée. Trois établissements ont été mis à contribution : Brétigny, Marseille et Angers qui ont assuré la mise à disposition des conteneurs à Toulon. Huit groupements de soutien ont également été concernés par cette préparation : certains pour la mise en place du personnel du SCA en alerte, d'autres pour le soutien immédiat des différents modules projetés afin de leur donner de la ressource et de l'autonomie.

L'aide aux populations s'est traduite par une cession de vivres opérationnelle au profit du Liban. Ont été délivrées sur place des rations de combat et de l'eau (29 conteneurs, 76 608 rations et 81 600 bouteilles d'eau). La seconde opération logistique, le soutien au GT Ventoux, a représenté : 36 conteneurs, des remorques du commissariat pour un poids total d'environ 330 tonnes, le montage d'un camp de toile, 65 tonnes de matériel déployé.

Le détachement mixte du commissariat, unité de soutien logistique et administrative de niveau tactique intégré à la force, a notamment réalisé des contractualisations localement (réseau WiFi, achats) et contribué à améliorer les conditions de vie sur place.

[Le dossier de presse](#)

9^e édition des Rencontres militaires blessures et sports à Fontainebleau

Cette édition des Rencontres militaires blessures et sports (RMBS) s'est ouverte dimanche 20 septembre au Centre national des sports de la Défense (CNSD). Elle se déroulera jusqu'au samedi 10 octobre.

Cette année, 60 participants provenant notamment des trois armées, ainsi que des membres de la Gendarmerie nationale sont inscrits pour suivre l'un des trois stages multisports des RMBS d'une durée semaine.

À l'heure où les armées sont engagées sur différents théâtres d'opérations extérieures et sur le territoire national, la Cellule d'aide aux blessés de l'armée de Terre (CABAT) reconduit cette année encore, cette activité qu'elle a initiée en 2012, qui fait partie du « pack sportif » proposé aux blessés dans le cadre de leur parcours de soin. Les RMBS représentent une étape importante dans la phase de réadaptation des blessés et favorise leur reconstruction individuelle. Les sports proposés sont tout autant des sports collectifs adaptés (rugby fauteuil, volley assis) que des sports individuels

(môlkky, tir à l'arc, équitation adaptée, plongée, etc.). Ces sports sont ouverts à tous types de handicaps physiques et psychiques.

Tous les acteurs militaires et civils, institutionnels, associatifs et privés impliqués dans le soutien aux blessés participent aux RMBS. Le CNSD et le Cercle sportif de l'Institution nationale des Invalides (CSINI) sont responsables de l'organisation sportive. Elles impliquent particulièrement le personnel des cellules d'aide aux blessés des trois armées et de la gendarmerie, du SSA et de son personnel soignant. De nombreux praticiens du SSA (médecins, infirmiers, psychiatres, ergothérapeutes) et du personnel de l'Institution nationale des Invalides (INI) apportent un soutien médical lors de ces stages. Le CNSD, le CSINI, le Centre d'expérimentation et de recherche sur les appareillages des handicapés (CERAH), la Fédération française handisports (FFH) et les différentes fédérations sportives contribuent pleinement à l'organisation des RMBS et prennent en charge la partie sportive.

Dates des stages :

- du 21 au 25 septembre, stage accueillant 20 blessés autonomes ;
- du 28 septembre au 2 octobre, stage accueillant 20 blessés autonomes et grands blessés ;
- du 5 au 9 octobre, stage accueillant 20 blessés autonomes et grands blessés.



[La note aux rédactions](#)
[Le dossier de presse](#)

Le ministère des Armées commande 313 véhicules blindés à l'industrie française

Florence Parly, ministre des Armées, salue la commande par la Direction générale de l'armement (DGA), le mardi 15 septembre, de 271 véhicules blindés multi-rôles Griffon et de 42 engins blindés de reconnaissance et de combat Jaguar, aux sociétés Nexter, Arquus et Thales dans le cadre du programme Scorpion.

La Loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025 prévoit, à la fois, une augmentation des cibles du programme Scorpion et une accélération des livraisons. La cible en 2030 a été ainsi portée à 1 872 exemplaires Griffon et 300 Jaguar, dont la moitié (respectivement 936 et 150) sera livrée d'ici 2025. Outre les écoles et centres d'entraînement, ce sont cinq régiments qui auront débuté les perceptions de Griffon fin 2020 et neuf régiments fin 2021.

L'arrivée des premiers Griffon permet à l'armée de Terre de rentrer réellement dans l'ère Scorpion, avec une plateforme qui bénéficie d'avancées significatives en matière de protection, de mobilité et d'une capacité à s'intégrer progressivement dans le combat collaboratif info-valorisé (partage du renseignement, accélération de la boucle décisionnelle). L'objectif reste ainsi de projeter un premier Groupement tactique interarmes (GTIA) Griffon en opération extérieure d'ici la fin de l'année 2021.

Via cette commande, c'est toute la Base industrielle et technologique de défense (BITD) française du domaine terrestre qui est irriguée. Les trois maîtres d'œuvre vont en effet répercuter sous quelques jours les commandes à leurs sous-traitants et fournisseurs. On estime ainsi que le plan de charge des Griffon et Jaguar représente près de 2 000 emplois directs hautement qualifiés.

Le programme Scorpion renouvelle les capacités du combat de contact autour de deux véhicules blindés Griffon et Jaguar et d'un unique Système d'information et de communication Scorpion (SICS) qui permet la mise en réseau de tous les acteurs du combat terrestre. Il intègre également l'acquisition de véhicules blindés multi-rôles légers Serval, la rénovation du char Leclerc et des systèmes modernes d'entraînement au combat exploitant la simulation et la réalité virtuelle.

[Le communiqué de presse](#)

37^e Journées européennes du patrimoine : le ministère des Armées a ouvert les portes de ses sites militaires et culturels

Le ministère des Armées a participé à la 37^e édition des Journées européennes du patrimoine (JEP), les 19 et 20 septembre 2020, consacrées cette année à la thématique « patrimoine et éducation : apprendre pour la vie ! ». Deuxième acteur culturel de l'État, le ministère des Armées a invité le public à découvrir près de 60 hauts lieux du patrimoine militaire dans toute la France.

La thématique 2020 était particulièrement riche de sens pour le ministère des Armées, qui effectue de nombreuses actions éducatives auprès des jeunes générations autour du travail de mémoire et de la diffusion des valeurs républicaines.

Geneviève Darrieussecq était présente au musée de l'Armée à l'Hôtel national des Invalides. Elle a visité l'atelier textile où sont restaurées les tenues présentées au public et a suivi la présentation du tableau de Pierre Dulin en cours de restauration dans La Chapelle Saint-Jérôme. Autant de savoir-faire pour entretenir le patrimoine.

Les sites du ministère ont proposé, à l'occasion de cette nouvelle édition, un vaste panel de visites gratuites, d'ateliers pédagogiques, de divertissements, de présentations de matériel et de reconstitutions historiques.



[Le communiqué de presse](#)

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION

Le musée de l'Armée dévoile sa nouvelle exposition « Comme en 40 »

En 2020, le Secrétariat général pour l'administration (SGA) et les musées sous tutelle du ministère des Armées honorent la mémoire de celles et ceux qui ont combattu durant la Seconde Guerre mondiale. Depuis plusieurs mois, la Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives (DPMA) a conduit le cycle commémoratif avec le 80^e anniversaire des combats de la campagne de France, l'Appel du 18 juin, la création de la France Libre, ainsi que les dates anniversaires de naissance et de disparition du général de Gaulle (1890-1970).

Après deux webséries inédites « Comme en 40 » et « Compagnons de la Libération », diffusées sur internet, le musée de l'Armée prend le relais pour cette rentrée culturelle avec sa nouvelle exposition temporaire.

L'exposition permet de faire découvrir aux visiteurs l'atmosphère de cette année terrible et de mieux comprendre les conséquences de la défaite auprès d'une population sous le choc. Les visiteurs pourront ainsi découvrir les émissions de radio que les Français ont pu écouter, les informations cinématographiques qu'ils ont pu regarder, mais aussi la presse, les affiches et les tracts qu'ils ont pu lire. Cette exposition propose une immersion totale expliquée et commentée grâce à plus de 215 objets et archives, photographies, cartes animées et dispositifs multimédias.

Une exposition à retrouver au musée de l'Armée jusqu'au 10 janvier 2021.



[En savoir plus sur l'exposition](#)

ARMÉE DE TERRE

Les Képis blancs s'inscrivent dans un futur plus vert

En septembre 2019, la ministre des Armées, Florence Parly inaugurerait le champ solaire thermique haute température du 2^e Régiment étranger de génie (REG), point d'orgue d'une mue écoresponsable entamée en 2010 par le régiment.

Le 2^e REG est à la pointe de l'engagement environnemental de l'armée de Terre. Ainsi depuis 2010, il s'est investi dans une rénovation de ses installations : toutes les chaufferies au fioul lourd ont par exemple été remplacées par des chaudières biomasses qui alimentent les 50 bâtiments du régiment, soit 88 000 m².

À cela s'ajoute le champ solaire de l'emprise, plus grand du genre en France, qui durant l'été, est la seule source d'énergie utilisée pour produire de l'eau chaude.

Le régiment a également été équipé de systèmes performants de ventilation et de récupération d'énergie, afin de toujours mieux réguler et suivre sa consommation. Ainsi depuis 2010, les consommations énergétiques de chauffage, de ventilation et de climatisation ont baissé de 45 %. Les émissions de gaz à effet de serre ont diminué de 91 % et la facture énergétique de 70 %.

Au ministère des Armées, l'ensemble des initiatives liées à l'environnement et l'écologie sont issues de la stratégie « défense durable 2016-2020 ». Au sein de l'armée de Terre, ce plan se traduit par deux principaux axes : une politique d'efficacité énergétique et une politique de protection de la biodiversité des terrains militaires.

La sécurité environnementale et la gestion raisonnée des dépenses énergétiques sont des problématiques dont l'armée de Terre s'est saisie et pour lesquelles elle finance chaque année des actions innovantes.



Création de la Brigade des forces spéciales air

Le 1^{er} septembre, le Commandement des forces aériennes (CFA) a débuté la transformation de son organisation avec la création de la Brigade des forces spéciales air (BFSA). Cette réorganisation s'inscrit dans le cadre de la montée en puissance des Forces spéciales air (FSA) et de la Force protection air (FPA) conformément au plan #AIRFUSCO25.

Forte de 4 200 personnes, la BFSA réunit sous son commandement les deux unités navigantes des FSA - l'Escadron de transport (ET) 3/61 « Poitou » et l'Escadron d'hélicoptères (EH) 1/67 « Pyrénées » - et les unités fusiliers-commando qui dépendaient jusque-là de la Brigade aérienne des forces de sécurité et d'intervention (BAFSI), dont les deux commandos FSA - les Commandos parachutistes de l'air (CPA) 10 et 30. La mise en place de cette nouvelle brigade va optimiser la préparation au combat des FSA et des unités air concourant aux opérations spéciales, mais aussi des unités de FPA, dans le but de démultiplier leur efficacité dans les opérations spéciales ou conventionnelles.

Opérations spéciales, action dans la profondeur, recherche et sauvetage au combat, appui aérien, mais aussi lutte anti-drone ou encore protection des bases aériennes, etc. La brigade mettra ses moyens et ses savoir-faire à disposition des différents commandements opérationnels (Commandement des opérations spéciales (COS), Commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes (CDAOA), Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO)).

Motrice dans le domaine de l'*Air Surface Integration*, la BFSA poursuivra conjointement ses travaux avec les autres composantes de l'armée de l'Air et de l'Espace, en coordonnant son action avec toutes les unités conventionnelles œuvrant au profit des opérations spéciales, tout en conservant un rôle clé dans la formation du combattant.

En résumé, la BFSA regroupe :

- les unités aériennes des FSA :

- l'ET 3/61 « Poitou » ;
- l'EH 1/67 « Pyrénées ».

- la Force commando air (FCA), érigée en escadre stationnée à Orléans et composée :

- du CPA n°10 ;
- du CPA n°30 ;
- du Centre air de saut en vol (CASV) ;
- du détachement du Centre de préparation opérationnelle du combattant de l'armée de l'Air (CPOCAA).

- la FPA, composée :

- du CPA n°20 ;
- des Escadrons de protection (EP).

- les centres de formation spécialisée :

- le CPOCAA ;
- le Centre de formation à la survie et au sauvetage (CFSS) ;
- le détachement CFA au sein de la direction générale de la formation militaire à l'École de l'air.



MARINE NATIONALE

GABIAN 20.3 : la flotte de surface toulonnaise en entraînement opérationnel

Du 14 au 18 septembre, près de 1 200 marins ont participé à l'entraînement opérationnel Gabian 20.3 mené par la Force d'action navale (ALFAN) au large des côtes varoises.

C'est dans la Zone d'exercice (ZONEX) méditerranéenne, qu'une douzaine de bâtiments de surface, ainsi que des aéronefs de l'aéronautique navale et de l'armée de l'Air et de l'Espace se sont conjointement entraînés.

Durant ces cinq jours de mer, les mises en situation se sont enchaînées à un rythme soutenu et quasi continu : exercices dans les différents domaines de luttres, menaces asymétriques, guerre électronique, tirs d'artillerie, ravitaillements à la mer, entraînements des équipes de visite, treuillages par hélicoptère ainsi que sinistres fictifs majeurs.

L'objectif de ce déploiement est d'entraîner les équipages en reproduisant des conditions au plus près de la réalité et de permettre aux marins de se préparer conjointement à leurs futures missions opérationnelles. C'est également un moyen d'entretenir et de développer les savoir-faire individuels et collectifs des marins de chacune de ces unités de combat.

Les unités participantes

Bâtiments de surface : Frégate de défense aérienne (FDA) *Chevalier Paul*, FDA *Forbin*, Frégate multi missions (FREMM) *Auvergne*, Frégate anti aérienne (FAA) *Jean Bart*, Frégate type La Fayette (FLF) *Surcouf*, Bâtiment de commandement et de ravitaillement (BCR) *Var*, Chasseur de mines tripartite (CMT) *Lyre*, CMT *Orion*, CMT *Capricorne*, Bâtiment de soutien et d'assistance métropolitain (BSAM) *Loire*, Bâtiment base des plongeurs démineurs (BBPD) *Achéron*, BBPD *Pluton*.

Aéronautique navale : Flottilles 31F (Caïman Marine), 35F (Dauphin), 36F (Panther), 21F (Atlantique 2) et 11F (Rafale Marine).

Armée de l'Air et de l'Espace : Escadron de chasse (EC) 3/3 « Ardennes » de Nancy (Mirage 2000D).



POINT DE SITUATION DES OPÉRATIONS

Le point de situation hebdomadaire des opérations est disponible [ici](#)

Barkhane : situation militaire du théâtre et activités de la force

Le Groupement tactique désert (GTD) Bercheny en contrôle de zone dans le Liptako



La Force Barkhane accompagne les forces partenaires



Opération aéroportée et contrôle de zone pour le GTD Bruno



Afrique - EUTM-République centrafricaine : fin de mandat pour le général Peltier, commandant de la mission EUTM-RCA



Afrique - Opération Corymbe : patrouille SAGNE pour le Patrouilleur de haute mer (PHM) *Commandant Ducuing*



Chammal : destruction d'une position de Daech.

Le SNR-O CHAMMAL se rend à Bagdad



Proche Moyen Orient - CTF 150 : la Frégate de surveillance (FS) *Floréal* en soutien direct de la CTF 150



Europe du Nord et de l'Est : *enhanced Forward Presence (eFP)* - mission Lynx 7



Bassin méditerranéen : opération Daman - Reprise des entraînements communs avec les Forces armées libanaises



Opération IRINI - Participation prochaine de la frégate *Latouche Tréville*



Méditerranée occidentale - *Dynamic Mariner* - exercice de certification pour la France



Territoire national :

Guyane - Opération Harpie - Des saisies records



Métropole - Les armées en soutien des autorités civiles dans le Gard suite aux inondations



Contact Presse Opérations et CEMA : 09 88 68 28 65 / 28 66 - emapresse@gmail.com



Produit par la Délégation à l'information et à la communication de la Défense (DICOd)

Directrice de la publication : Yasmine-Eva Farès-Emery

Rédacteur en chef : CF Stéphanie Rivière

Rédacteurs : Ninon Aiguesvives, Caroline Azzuro, CNE Annabelle Bonnet, CNE Brice Mautaint

Contacts Presse : 09 88 67 33 33 ou media@dicod.fr

Retrouvez-nous sur : www.defense.gouv.fr/salle-de-presse

